



Réponse à la Consultation de l'ARCEP sur la Complétude des Déploiements FTTH

Septembre 2015

SIEA



INTRODUCTION

Le Syndicat Intercommunal d'énergie et de e-communication de l'Ain (SIEA) a depuis 1996 intégré dans ses statuts, la compétence optionnelle Communication Electronique. Les 419 communes que compte le département, ont transféré cette compétence au SIEA. Cette compétence a été adaptée en 2004 afin de prendre en compte les évolutions législatives et réglementaires. Dès cette époque et en particulier par délibération de juillet 2005, le bureau syndical a pris la décision d'engager un programme de déploiement d'un réseau FttH sur le territoire départemental. Cette décision faisait suite à de nombreux échanges avec les différents opérateurs qui n'ont alors pas manifesté d'intention de déploiement sur l'Ain.

Ce programme portait alors sur le déploiement d'un réseau de fibre optique FTTH (Fiber to the Home) appelé Li@in (Liaison Internet de l'Ain), sur l'ensemble du territoire départemental. L'objectif de ce projet est que toutes les communes de l'Ain bénéficient d'un déploiement FTTH à l'horizon 2015, le parachèvement des travaux de premier établissement étant prévu pour 2018 et l'atteinte de l'objectif 100% FTTH en 2020.

Un premier programme d'investissement a été décidé en octobre 2007, sur le territoire du Pays de Gex et du Bassin Bellegardien (zone pilote) afin de déterminer les conditions techniques et financières du déploiement à l'échelle du territoire départemental d'un tel réseau. C'est dans ce cadre qu'en 2010, le comité syndical a pris la décision d'étendre à l'ensemble de l'Ain, la réalisation d'une telle infrastructure. L'objectif consiste à apporter le très haut débit à l'ensemble des particuliers, professionnels et administrations de l'Ain, avec un effort particulier pour raccorder prioritairement les zones économiques et les secteurs où le réseau de communication électronique existant est de qualité médiocre. Le déploiement d'un réseau d'initiative publique par le SIEA se justifiait par la volonté politique de donner la possibilité à l'ensemble de la population du département d'avoir accès dans d'excellentes conditions aux services de communications électroniques actuels mais aussi et surtout à venir.

Par ailleurs, le SIEA a enclenché la seconde phase de son projet, visant à couvrir à horizon 2020 l'ensemble du département, en dehors des zones conventionnées. Il est donc attentif à convenir avec les opérateurs nationaux des conditions techniques et économiques appropriées pour qu'ils deviennent usagers du réseau dans des conditions transparentes et non discriminatoires. D'ores et déjà, un opérateur national – Numéricable – est usager du réseau du SIEA depuis septembre 2013.



SOMMAIRE

I. NOTION DE PROXIMITE IMMEDIATE	4
A. Déploiement d'un réseau mutualisé en fibre optique jusqu'à un point situé à proximité immédiate des logements desservis	4
B. Positionnement du PBO	4
1. Positionnement du PBO dans les zones d'habitat dispersé	4
2. Conséquences sur les pratiques tarifaires concernant le raccordement final	4
II. POSSIBILITE DE DIFFERER LA POSE DU PBO POUR CERTAINS LOGEMENTS ET LOCAUX PROFESSIONNELS SITUES EN ZONES D'HABITAT DISPERSE	5
A. Objectifs poursuivis	5
B. Précisions	5
1. Maintien de l'équilibre économique du projet de déploiement	5
2. Délai de mise à disposition sur demande d'un PBO	6
3. Mise à disposition des informations concernant les PBO déployés sur demande	6
4. Justification du choix des logements concernés	6



I. NOTION DE PROXIMITE IMMEDIATE

A. DEPLOIEMENT D'UN RESEAU MUTUALISE EN FIBRE OPTIQUE JUSQU'A UN POINT SITUE A PROXIMITE IMMEDIATE DES LOGEMENTS DESSERVIS

Question 1 : Les contributeurs partagent-ils la lecture de l'Autorité sur le fait que le PBO est en pratique le dernier point d'arrêt du réseau avant la construction du raccordement final et que son positionnement doit donc coïncider avec la notion de proximité immédiate des logements et locaux à usage professionnel ?

Le SIEA confirme que le PBO est le dernier point d'arrêt du réseau avant la construction du raccordement final et donc que son positionnement doit coïncider avec la notion de proximité immédiate des logements et locaux à usage professionnel.

B. POSITIONNEMENT DU PBO

1. POSITIONNEMENT DU PBO DANS LES ZONES D'HABITAT DISPERSE

Concernant le paragraphe 2.2.1, il nous semble qu'il manque, dans la liste des infrastructures utilisées par les opérateurs, les supports de distribution électrique appartenant aux collectivités et généralement exploités par ErDF ou parfois directement en Régie. C'est notamment une ressource précieuse en zone moins dense.

Question 2 : L'Autorité invite les contributeurs à s'exprimer sur l'analyse des 3 scénarios considérés ainsi que sur les deux paramètres retenus en conclusion, à savoir que deux câbles au plus peuvent cheminer sur un même tracé sur une distance supérieure à cent mètres.

Chaque cas est un cas particulier et il est difficile de généraliser. Il nous semble que c'est à la charge de l'OI de déterminer par ses études l'optimisation des tracés en zone d'habitat dispersé. Les distances sont grandes en général et les supports électriques généralement très résistants sont privilégiés. C'est l'optimisation des coûts qui fait le choix du déploiement au cas par cas. Il ne faut pas brider les possibilités des OI de réaliser ces optimisations, tant qu'il garantit aux OC de disposer d'un PBO raisonnablement accessible pour raccorder leurs clients.

2. CONSEQUENCES SUR LES PRATIQUES TARIFAIRES CONCERNANT LE RACCORDEMENT FINAL

Question 3 : Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur l'analyse de l'Autorité concernant la problématique des raccordements sur devis et les préconisations envisagées.

Nous considérons que pour les RIP, la péréquation est une condition de succès. C'est donc le même principe tarifaire que nous adoptons pour le raccordement des logements qu'ils soient isolés ou non. Dans le cas contraire, nous courrions le risque de voir les OI délaisser commercialement ces zones.



II. POSSIBILITE DE DIFFERER LA POSE DU PBO POUR CERTAINS LOGEMENTS ET LOCAUX PROFESSIONNELS SITUES EN ZONES D'HABITAT DISPERSE

A. OBJECTIFS POURSUIVIS

Question 4 : Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur le caractère pertinent et efficace de l'identification éventuelle d'un nombre limité de logements comme étant raccordables sur demande, en anticipation d'une faible appétence à court et moyen terme pour les services à très haut débit. Le cas échéant, quels aménagements et/ou compléments serait-il pertinent de prendre en compte afin de garantir l'effectivité de l'obligation de complétude ?

Le SIEA considère qu'il est en effet pertinent d'étudier, pour certains logements (ou groupes réduits de logements) trop isolés et de mettre en place un mécanisme de pose différée du PBO. Quelques conditions sont toutefois nécessaires pour garantir l'efficacité de ce dispositif. Il est ainsi nécessaire que les études détaillées aient été menées pour tous les logements y compris pour ces logements, afin de garantir un vrai mécanisme de pose des PBO concernés sur demande dans un délai raisonnable. Il est également indispensable que les câbles amont depuis les PM aient été suffisamment dimensionnés.

Enfin, il est important que cette possibilité reste une exception pour permettre le déploiement sur les zones les moins, mais qu'elle ne devienne pas la norme, même dans les zones les plus denses. La réglementation devra donc différencier clairement les obligations de complétude suivant l'économie réelle du déploiement :

- une obligation stricte pour les zones dont le coût correspond à la valeur de référence de la zone où s'exercent les initiatives privées ;
- une obligation proportionnée dans les autres zones, avec éventuellement un taux maximum national de locaux non raccordables.

Une limitation proportionnée sur les autres zones pourrait être définie comme la réalisation d'une fraction de la zone arrière, à l'échelle du projet, dont le coût de réalisation soit significativement supérieur à la valeur de référence, par exemple 40%¹. Une telle obligation serait bien proportionnée à la difficulté de déploiement, et contrôlable par la régulation (nomenclature comptable et obligation de justifier les coûts).

B. PRECISIONS

1. MAINTIEN DE L'EQUILIBRE ECONOMIQUE DU PROJET DE DEPLOIEMENT

Question n°5 : Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur les conséquences économiques à l'échelle d'un projet d'un nombre trop important de logements « raccordables sur demande » et sur l'opportunité

¹ Dans cet exemple, avec une valeur de référence de 500 €/prise raccordable, le porteur de projet pourrait définir des locaux isolés non raccordables, si le coût des locaux raccordables et raccordables sur demande restant reste en moyenne supérieur à 700 €.



de limiter la déclaration de logements « raccordables sur demande » par la définition d'un seuil maximal à l'échelle d'une zone, d'un PRDM ou bien d'un PM, et , le cas échéant, sur la valeur souhaitable de ce seuil.

Il nous semble que le seuil maximal doit être calculé à l'échelle de la zone RIP ou éventuellement de la zone de cofinancement et que 20% semble un taux acceptable.

2. DELAI DE MISE A DISPOSITION SUR DEMANDE D'UN PBO

Question n°6 : Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur le délai proposé pour encadrer le déploiement et la mise en service des PBO dont la pose aurait été différée à une demande effective d'accès au réseau.

A partir du moment où les études détaillées ont bien été réalisées pour ces PBO, il nous semble que le délai de 4 mois paraît tout à fait raisonnable, sauf cas très particuliers (fourreaux bouchés nécessitant reconstruction de GC ou refus d'autorisation de passage par un tiers par exemple).

3. MISE A DISPOSITION DES INFORMATIONS CONCERNANT LES PBO DEPLOYES SUR DEMANDE

Question 7 : Les contributeurs sont invités à faire part de leurs remarques sur les modalités de mise à disposition des informations relatives aux PBO déployés sur demande évoqués par l'Autorité.

Il nous semble que l'information pourrait être incluse dans les IPE. Des discussions ont d'ores-et-déjà eu lieu dans le cadre du groupe Interop sur ce sujet.

4. JUSTIFICATION DU CHOIX DES LOGEMENTS CONCERNES

Question 8 : Les contributeurs sont invités à s'exprimer notamment sur les éléments pertinents qui pourraient être utilisés en vue d'évaluer l'appétence à court terme des clients potentiels pour les services à très haut débit sur fibre optique des clients finals.

Le premier critère de choix doit être la performance du réseau xDSL desservant ces zones. Néanmoins ce critère peut être complété par un travail terrain, par exemple en collaboration avec les Mairies qui peuvent indiquer les zones sur lesquels les demandes sont les plus fortes et les zones sur lesquels l'intérêt est moindre. Le SIEA a par ailleurs déjà eu de la part de hameaux des pétitions pour la mise en place du réseau fibre optique. Ce type de démarche citoyenne pourrait être formalisé, par exemple en demandant aux populations intéressées de s'inscrire sur un site web. On pourrait peut-être même aller jusqu'à demander aux habitants d'un hameau de s'engager à s'abonner si le réseau est déployer. Lorsque le taux de retour sur un hameau serait suffisant, les PBO pourraient alors être déployés dès l'origine et dans le cas contraire, les PBO seraient différés.

